



Justice Droits Humains Promotion Civique

INFOS



Trimestriel d'information du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique

Site web: www.justice.gov.bf

Facebook :Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique

Email: dcpm@justice.gov.bf

3e cycle de l'Examen périodique universel

Le Burkina Faso accepte 184 recommandations sur 204



Accès à la justice
Des femmes vulnérables



Coopération Burkina Faso - Maroc
Signature de trois conventions



JPO 2019
Le Centre-Est à l'honneur



Bessolé René BAGORO,
Ministre de la Justice, des Droits
Humains et de la Promotion
Civique, Garde des Sceaux

Officier de l'Ordre National

Le Gouvernement donnera pleinement effet aux recommandations qu'il a acceptées dans le cadre du troisième cycle de l'EPU

Le Burkina Faso a présenté son rapport national devant le Groupe de travail sur l'EPU au titre du 3^e cycle, le 07 mai 2018. Quatre mois après, précisément le 20 septembre, le document final de cet examen était approuvé par le Conseil des droits de l'homme. Notre pays a accepté en tout 184 des 204 recommandations qui lui ont été adressées soit un taux de plus de 90%. En effet, après l'adoption du rapport par le groupe de travail sur l'EPU, le Gouvernement a mené des consultations nationales en vue de déterminer une position définitive concernant certaines recommandations. L'analyse des conclusions de ces consultations a permis au Gouvernement d'apporter son appui à vingt et une (21) recommandations. Des actions de mise en œuvre de certaines d'entre elles ont déjà été entreprises. A titre illustratif, je citerai l'abolition de la peine de mort à travers l'adoption du nouveau Code pénal intervenue le 31 mai 2018.

Les douze (12) recommandations qui n'ont finalement pas reçu le soutien du Gouvernement sont celles qui, à l'analyse, s'adaptent difficilement, pour le moment, aux réalités socioculturelles et économiques du Burkina Faso. Dans la perspective d'assurer une large diffusion des recommandations issues du troisième cycle de l'EPU et susciter leur meilleure appropriation, le Gouvernement a d'ores et déjà procédé à leur restitution au profit des membres du Comité national de suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU.

En outre, le Gouvernement s'attellera à l'organisation de sessions de restitution au profit des acteurs publics et privés notamment les départements ministériels et les institutions, le parlement, les groupes socioprofessionnels, les Organisations de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers. Ces restitutions permettront notamment d'identifier les actions pertinentes pour la mise en œuvre des recommandations acceptées.

De plus, convaincu qu'une mise en œuvre efficace des recommandations requiert nécessairement l'adoption d'un référentiel, nous avons engagé le processus d'élaboration d'un plan d'actions national 2019-2023 de mise en œuvre des recommandations de l'EPU et des organes de traités, axé sur l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le Burkina Faso a engrangé de nombreux acquis en matière de droits humains depuis son passage au deuxième cycle de l'EPU. Mais, en dépit des efforts du Gouvernement, certains facteurs entravent la jouissance effective des droits humains, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels, par la majorité de la population. Il s'agit notamment de l'insuffisance des ressources de l'Etat, des aléas climatiques et des pesanteurs socioculturelles.

Le Gouvernement donnera pleinement effet aux recommandations qu'il a acceptées dans le cadre du troisième cycle de l'Examen périodique universel. A cet effet, il sait compter sur l'accompagnement de ses partenaires et de la communauté internationale. Un tel accompagnement contribuera sans nul doute à renforcer les efforts du Burkina Faso pour la promotion et la protection de tous les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.



Bulletin d'information du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique

Directeur de publication

Bessolé René BAGORO

Ministre de la Justice, des Droits Humains
et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux

Directeur des rédactions

Théophile SAWADOGO

Secrétaire Général du Ministère de la Justice, des Droits
Humains et de la Promotion Civique
Standard (+226) 25 30 22 13

Rédacteur en chef

Bachirou NANA

Directeur de la Communication
et de la Presse Ministérielle

Rédaction

Karamogo DIABAGATE

Bachirou NANA

Léonard YAMIOGO

Anthelme Nerwaya TARPAGA

Roger KOBIE, Dramane SANOU

Léa Dofini TAMBOURA

Conception et Montage

ProCom

79 02 80 40

Impression: SOCRATIS

Audiences

Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des sceaux a reçu le vendredi 14 septembre 2018, une délégation conduite par l'ancienne présidente suisse, Ruth Dreifuss. Éminente membre de la Commission mondiale sur la politique en matière de drogues (Global commission on drug policy basée à Genève), Ruth Dreifuss et des collègues de la Commission ouest africaine sur les drogues, sont venus plaider auprès du Garde des sceaux, pour une évolution de la politique burkinabè en matière de drogues.



Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des sceaux, Bessolé René BAGORO a reçu le jeudi 13 septembre 2018, des experts chargés de la prévention du terrorisme ainsi que de la prévention du crime et de la justice pénale de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des sceaux, Bessolé René BAGORO a reçu le mardi 7 août 2018, une délégation de la Commission nationale des droits humains (CNDH) conduite par son président Kalifa Yemboado Rodrigue NAMOANO. « Il s'agit d'une visite de courtoisie après notre prise de service, pour le remercier d'avoir brillamment conduit le processus et en même temps lui soumettre quelques préoccupations liées à l'opérationnalisation de la CNDH », a confié Kalifa Yemboado Rodrigue NAMOANO à sa sortie d'audience.



Après deux ans et demi passées aux côtés du ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO, le Conseiller technique, Philippe FAISANDIER a rejoint sa France natale, précisément la Cour d'appel de Douai, près de Lille. Un pot d'au revoir a été offert le vendredi 27 juillet 2018 au ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique.

Suivez les actualités du MJDHPC sur facebook



Révision du Code pénal

La peine de mort abolie au Burkina Faso

L'Assemblée nationale a adopté le jeudi 31 mai 2018, le projet de loi portant Code pénal. Sur les 125 députés, 83 ont voté pour et 42 autres ont voté contre. Ce projet a été défendu par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO qui a situé le contexte et justifié la pertinence. Pour le Garde des Sceaux, l'application du Code pénal depuis 1996 a mis en relief des insuffisances de plusieurs ordres et a révélé la nécessité de corriger ces lacunes pour améliorer la répression, en particulier de certains actes aujourd'hui gravement reprouvés au plan moral par les pouvoirs publics et l'opinion publique. Il en est ainsi des atteintes aux personnes considérées comme plus vulnérables que sont les

femmes, les jeunes filles, les enfants, et les personnes vivant avec des infirmités mentales ou physiques ou avec le VIH/SIDA. D'une manière générale, a-t-il précisé, le nouveau Code pénal a vocation à mieux réprimer les actes de discrimination et les atteintes aux droits de l'Homme sous toutes leurs formes.

Ce nouveau Code pénal supprime la peine de mort de l'arsenal législatif. Il rehausse le quantum des peines d'emprisonnement et d'amende à l'effet de l'adapter à l'évolution de la société, à l'élévation du niveau de vie de la population et à la hausse des flux monétaires national et international.

Selon le Garde des Sceaux, la relecture du Code pénal permet de rassurer les justiciables et les acteurs de la justice quant à la prise en compte des



Le ministre Bessolé René BAGORO : « La révision du Code pénal est l'un des grands objectifs du document de politique nationale de Justice de la période 2010-2019.

réalités socio-économiques, culturelles et de l'évolution technique et scientifique. Ainsi, les justiciables, les citoyens et les personnes ayant élu domicile au Burkina Faso, d'une manière générale, trouveront dans le nouveau Code la prise en

compte de leurs besoins d'une justice plus efficace et plus protectrice de leurs droits. Les acteurs de la justice quant à eux disposeront d'un instrument pratique et modernisé, qui permettra de rendre la justice de manière plus équitable. Pour l'État enfin, l'actualisation du Code pénal permet d'assurer un meilleur cadre général de paix et de sécurité à même de renforcer la lutte contre l'impunité, contre la criminalité liée à la fracture numérique et d'offrir aux investisseurs un environnement des affaires garantissant une meilleure sécurité juridique. Elle permet également à l'État burkinabè de se conformer aux exigences de certaines conventions communautaires et internationales.



Les défenseurs des droits de l'Homme ont salué l'abolition de la peine de mort au Burkina Faso.

Bachirou NANA

7ème conférence annuelle des greffiers La modernisation de l'administration des greffes

Il s'est tenu les 30 au 31 juillet 2018 à Koudougou, la 7ème Conférence annuelle des greffiers du Burkina, sous le thème « *la modernisation de l'administration des greffes au Burkina Faso : enjeux et perspectives* ».



Le Garde des sceaux : « Votre mérite et la valeur de votre profession se mesurent aussi par votre compétence au travail ».

Ce cadre statutaire de ren- contre et d'échanges avait pour objectif général de faire l'état des lieux de l'administration des greffes et de proposer les réformes indispensables pour sa modernisation.

La cérémonie d'ouverture des travaux a été présidée par Bessolé René BAGORO, ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux. Il a rappelé que « *la conférence annuelle des greffiers, a été instituée en 2011, et constitue un cadre privilégié qui permet aux représentants du personnel du corps des greffiers de mener des réflexions sur des*

thématiques appropriées, entrant dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions, afin d'envisager des solutions pour l'intérêt de la justice en général et de l'administration des greffes en particulier ». Il a salué la pertinence du thème. En effet, a-t-il dit, « *la modernisation de l'administration des greffes, à travers la mise en place de nouvelles techniques de gestion, est non seulement un élément capital pour atteindre un meilleur rendement, mais aussi, et surtout, constitue la clé d'accès par excellence à des services de qualité de l'institution judiciaire* ».

Karamogo DIABAGATE



Les greffiers ont été invités à plus d'abnégation et de professionnalisme dans leurs actions quotidiennes.

Cadre sectoriel de dialogue Justice et Droits humains

Les performances du premier semestre 2018 examinées

La revue à mi-parcours 2018 du Cadre sectoriel de dialogue (CSD) Justice et Droits humains s'est déroulée ce vendredi 27 juillet 2018 dans la salle de conférence des Archives nationales.

Elle a été présidée par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO. Dans son discours, le chef de file des Partenaires techniques et financiers (PTF) du CSD, Dr Comeille AGOSSOU, Directeur-Pays du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a d'emblée salué « *tous les efforts consentis par le gouvernement du Burkina Faso dans le secteur de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique pour asseoir inéluctablement dans le pays, une Justice au service des populations et de l'Etat de droit* ».



Le ministre Bessolé René BAGORO a souligné « les acquis importants » engrangés au premier semestre de 2018.

De la dernière revue en mars dernier à celle de juillet, le chef de file des PTF a noté « une légère satisfaction en dépit de la mise à disposition tardive des ressources, comme il ressort du rapport. Permettez-moi donc de féliciter votre département pour ces résultats forts appréciables ». Le Directeur-Pays du PNUD a réaffirmé la disponibilité des PTF à accompagner le ministère pour l'apurement des passifs devant les chambres criminelles des cours d'appel, avant de plaider pour l'adoption du Code des personnes et de la famille révisé. Le ministre de la Justice, des Droits humains et de

« *Cependant, au-delà de ces taux, des acquis importants ont tout de même été engrangés dans certains sous effets* », a indiqué le ministre BAGORO. C'est le cas notamment des travaux de construction du TGI de Pô qui ont suffisamment avancés avec un taux d'exécution de 75%, de l'amélioration du fonctionnement des pôles économiques et financiers et du pôle de lutte contre le terrorisme par le renforcement des capacités des acteurs et l'aménagement de locaux au profit desdits pôles, de l'adoption du Code pénal.

Bachirou NANA

Direction générale des études et des statistiques sectorielles

Un nouveau dispositif pour améliorer le suivi des activités du ministère

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) a organisé les 13 et 14 août 2018 à Kaya, un atelier d'appropriation du nouveau mécanisme de suivi des activités du ministère.



La maîtrise du nouveau dispositif, a indiqué Iliassa PORGO, requiert une meilleure connaissance de son renseignement et une forte implication de l'ensemble des acteurs concernés.

La DGESS, a rappelé le chargé de mission Iliassa PORGO, représentant du Garde des Sceaux, est chargé du suivi et de l'évaluation des politiques, projets et programmes du ministère. Ce suivi se fait aussi bien à travers un comité de pilotage qu'à travers les groupes thé-

matiques, les rapports trimestriels et annuels. Le nouveau dispositif a été élaboré en collaboration avec l'assis-

tance technique DANIDA et l'Institut danois des droits de l'homme. Conçu sur la base d'un fichier Excel, il permet-

tra de disposer à tout instant de la situation exacte du niveau d'exécution des activités à partir d'un moteur de recherche appliqué à Google. « Dans un contexte d'évaluation des structures ministérielles à travers l'élaboration de rapport de performance, ce dispositif constitue un outil d'amélioration de performance des structures. Il permettra de suivre efficacement les activités avec des programmations hebdomadaires », a souligné Iliassa PORGO.

Bachirou NANA

Intégrations et reclassements des GSP et greffiers nouvellement sortis des écoles

Les dossiers traités avec célérité

Près de 400 dossiers d'intégration et de reclassement du personnel du corps de la Garde de sécurité pénitentiaire et du personnel du corps des greffiers nouvellement sortis des écoles de formation en 2018, ont été traités lors d'un atelier organisé du 24 au 28 septembre

dernier à Koudougou. Pour le représentant du ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des sceaux, le Directeur de cabinet Safériba Issa FAYAMA, la bonne gestion des carrières du personnel constitue une source de motivation pour le personnel

et par ricochet, permet une meilleure atteinte des objectifs du département. Au-delà de la motivation qu'engendre le traitement diligent des dossiers, il a noté que le MJDHPC à travers sa politique sectorielle Justice et droits humains se donne pour vision à l'horizon 2027 : « le

Burkina Faso, dispose d'une justice crédible, accessible à tous et respectueuse des règles d'un Etat de droit qui garantit aux femmes et aux hommes l'effectivité de leurs droits, pour une Nation pacifique et solidaire ». Il a souligné qu'aucun effort ne sera ménagé pour accompagner la structure technique à savoir la Direction des ressources humaines pour atteindre ses objectifs surtout ceux en liens avec la bonne gestion des carrières administrative et salariale des agents qui à terme « permet de mettre à la disposition des structures du département, des ressources humaines de qualité, en nombre suffisant et motivées ».



L'atelier a enregistré la participation de tous les acteurs intervenant dans la chaîne de traitement des dossiers d'intégration et de reclassement.

Bachirou NANA

3e cycle de l'Examen périodique universel

Le Burkina Faso accepte 184 recommandations sur 204

Une délégation nationale conduite par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des sceaux, Bessolé René BAGORO, a pris part aux travaux de la 39e session du Conseil des droits de l'homme qui s'est tenu du 10 au 28 septembre 2018.



Le ministre Bessolé René BAGORO a exprimé les remerciements du Burkina Faso à tous les États pour leur contribution au dialogue interactif mené avec la délégation.

A l'occasion de cette session, la délégation nationale a participé au débat général sur la situation des droits de l'homme dans le monde, au dialogue interactif avec certaines procédures spéciales ainsi qu'à l'examen et l'adoption du document final de l'examen du Burkina Faso au titre du troisième cycle de l'Examen périodique universel (EPU).

L'adoption du document final de l'examen a eu lieu le 20 septembre. Le "Pays des Hommes intègres" a accepté

en tout 184 des 204 recommandations qui lui ont été adressées soit un taux de plus de 90%. En effet, a rappelé le ministre BAGORO, lors du dialogue interactif, sur les 204 recommandations adressées au Burkina Faso, 163 ont été acceptées, 08 notées et 33 ont été rapportées. Après l'adoption du rapport par le groupe de travail sur l'EPU, le Gouvernement a mené des consultations natio-

nales en vue de déterminer une position définitive concernant lesdites recommandations. L'analyse des conclusions de ces consultations a permis au Gouvernement d'apporter son appui à vingt et une (21) recommandations. Des actions de mise en œuvre de certaines d'entre elles ont déjà été entreprises. A titre illustratif, le Garde des sceaux a cité l'abolition de la peine de mort à travers

l'adoption du nouveau Code pénal intervenue le 31 mai 2018. Les douze (12) recommandations qui n'ont finalement pas reçu le soutien du Gouvernement sont celles qui, à l'analyse, s'adaptent difficilement, pour le moment, aux réalités socioculturelles et économiques du Burkina Faso. Ainsi, s'agissant particulièrement des initiatives locales de sécurité, notamment les Koglweogo qualifiés à tort de « *Groupe d'autodéfense* » ou de « *milice* », le chef de la délégation a rappelé que, dans un contexte où le Burkina fait face à une crise sécuritaire caractérisée par la montée du terrorisme, la vision du Gouvernement en matière de police de proximité est d'encadrer ces initiatives locales de sécurité pour les rendre plus efficaces et respectueuses des droits humains dans la coproduction de la sécurité.



Des membres de la délégation en séance de travail à l'ambassade du Burkina Faso à Genève. Les acteurs ont travaillé sans relâche pour le succès de l'examen final.

Dramane SANOU

Maison d'arrêt et de correction de Kaya Un champ pénal acquis au profit des détenus

Dans le cadre des activités de la production pénitentiaire et de la réinsertion sociale des personnes détenues, la Maison d'Arrêt et de Correction de Kaya (MACK) a acquis à Louda en 2017 un champ d'une superficie d'environ 03,2ha de la part de sa majesté le Dima de Boussouma. Ce champ fait l'objet d'exploitation en cette saison agricole 2018. On y trouve des spéculations comme le haricot, l'arachide et le riz.

Par ailleurs, le 23 août 2018 a eu lieu sur ledit site une activité de reboisement, présidée par Madame Nandy SOME/DIALLO, Gouverneur de la Région du Centre Nord. Cette activité a vu la participation des autorités judiciaires, politiques, religieuses, civiles, militaires, paramilitaires et coutumières de Boussouma et de Kaya.

Le Directeur de la MAC-Kaya, l'Inspecteur Abdoulaye THIOMBIANO a dans son

mot de bienvenue, souhaité plus d'implication des autorités de la région pour accompagner les activités de réinsertion sociale des personnes détenues. Toute chose qui n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Car, prenant la parole, Madame le Gouverneur a bien apprécié l'initiative et encouragé l'administration pénitentiaire à poursuivre ses efforts de resocialisation des détenus. Elle a en outre promis de visiter régulièrement les établisse-



Le directeur de la MACK a souhaité que les autorités régionales s'impliquent davantage dans la réinsertion sociale des détenus.

ments pénitentiaires de son ressort territorial. Trois cent vingt (320) plants d'acacia nilotica ont été mis en terre. Cette activité s'est achevée par une visite guidée du champ, conduite par le Contrôleur Principal Sylvie F. KAMBIRE, chef de service production pénitentiaire de la MAC-Kaya. Une visite qui a

permis aux autorités présentes de constater le travail abattu par les détenus dans la production pénitentiaire et sous l'encadrement technique des Assistants GSP Ousmane KABORE et Francois K. OUESSE.

Roger KOBIE

Elaboration des manuels de procédures du MJDHPC

Les domaines de compétences identifiés à Dédougou



L'identification des domaines de compétences va permettre d'accroître les performances du MJDHPC.

La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été placée sous la présidence du ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO.

Le MJDHPC a pour mission, aux termes du décret n°2016-006/ PRES/PM/SGG-CM du 06 février 2016 portant attributions des membres du gouvernement, « d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique

La capitale de la Boucle du Mouhoun, Dédougou, a abrité du 27 au 31 août 2018, un atelier d'identification des domaines de compétences du ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique (MJDHPC). Organisée par la direction du développement institutionnel et de l'innovation, cette activité visait à identifier les domaines de compétences du MJDHPC en vue de l'élaboration des manuels de procédure.

du gouvernement en matière de Justice, de droits humains et de civisme. Et à ce titre la conduite efficace de cette mission s'est traduite par la recherche d'une plus grande performance des structures du département ministériel, ce qui impose désormais une véritable culture de contrôle aussi bien dans les fonctions administratives que

dans les fonctions opérationnelles ». L'objet du contrôle, a précisé le ministre BAGORO est de vérifier que les comportements réels, l'exécution des décisions et le niveau de performances des structures sont conformes à ce qui a été prévu.

Karamogo DIABAGATE

Tolérance et paix au Burkina Faso

Déceler les stratégies pour une meilleure promotion des valeurs endogènes

Il s'est tenu ce jeudi 30 août 2018 à Ouagadougou, une rencontre d'échanges et de partage d'expériences, sur la promotion des valeurs endogènes de tolérance et de paix, véhiculées au Burkina Faso.

Organisée par le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, à travers la Direction de la promotion de la tolérance et la paix, cette rencontre visait à déceler les stratégies et les mécanismes devant aboutir à une meilleure promotion des valeurs endogènes de tolérance et de paix véhiculées au Burkina Faso. Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO qui a présidé la cérémonie d'ouverture des travaux, a salué et rendu hommage aux autorités coutumières et religieuses, venues partager leurs expériences avec les autres participants. Deux communi-

cations suivies d'échanges ont été présentées au cours des travaux.

La première portant sur « *L'état des lieux des valeurs endogènes de tolérance et de paix véhiculées au Burkina Faso* », a été livrée par la directrice générale de la promotion civique, Hadjaratou ZONGO/SAWADOGO.

La deuxième communication, intitulée « *Les mécanismes de promotion des valeurs endogènes de tolérance et de paix véhiculées au Burkina Faso* », a été présentée par le Pr Albert OUE-DRAOGO, professeur de littérature orale à l'Université Ouaga I, Professeur Joseph KI-ZERBO.

Karamogo DIABAGATE



Toutes les couches sociales ont été invitées à renforcer leur engagement pour la préservation des valeurs cardinales du vivre ensemble.

Région du Centre-Nord

Fin de formation pour des enfants retirés des sites d'orpaillage

Le ministère de la Justice, des droits humains et de la Promotion civique a organisé dans la matinée du vendredi 24 août 2018 à Kaya, la cérémonie de sortie officielle des enfants retirés des sites d'orpaillage et formés dans le centre professionnel de l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi (ANPE) de Kaya.



Chacun des 17 enfants a reçu un kit complet d'outils de travail dans son domaine de formation.

Cette cérémonie était placée sous la présidence du ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO. Une importante délégation des autorités centrales et régionales était présente à cette cérémonie pour soutenir le ministère dans ses actions de promotion et de protection des droits de l'enfant, notamment dans la lutte contre les pires formes de travail des enfants dans les sites d'orpaillage.

Suite à l'adoption d'une importante feuille de route dans le but de promouvoir et de protéger les droits des enfants, le MJDHPC, en collaboration avec les acteurs concernés, ont fédéré leurs efforts dans le domaine du retrait, de la réinsertion scolaire et socio professionnelle des enfants retirés de ces sites. A cet effet, le ministre a dans son discours relevé que la phase pilote de la

mise en œuvre de cette feuille de route dans la région du Centre nord, a permis de retirer quarante (40) enfants de deux sites d'orpaillage dans le département de Mané. Parmi ces enfants retirés, huit (8) ont été re-scolarisés et trente-deux (32) ont été placés en formation professionnelle dans les domaines de la coupe couture, de la mécanique auto et moto et de la ferronnerie. Après deux années de formation au centre professionnel de l'ANPE de Kaya et une année de stage de perfectionnement auprès des maîtres artisans, dix-sept (17) enfants sont parvenus avec succès à la fin de leur formation, prêts à s'insérer dans la vie socio-professionnelle. Cette initiative du MJDHPC vise à encourager les enfants à abandonner la poursuite du gain facile sur les sites d'orpaillage, a relevé le ministre.

Léonard YAMIOGO

Direction du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

Boundi Aimé COULIDIATI prend les commandes

Nommé Directeur du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DCMEF) du ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique (MJDHPC), en Conseil des ministres le 24 juillet 2018, Boundi Aimé COULIDIATI, Administrateur des services financiers, pris service le mercredi 26 septembre 2018.

financiers (DGCMEF). C'était en présence du Secrétaire général du MJDHPC, Théophile SAWADOGO, des directeurs centraux et chefs de services du MJDHPC ainsi que des collègues du ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID). M. COULIDIATI remplace à ce poste, Salifou OUE-DRAOGO qui l'occupait de-

puis le 12 juillet 2017.

Le DCMEF entrant a traduit ses remerciements « *aux plus hautes autorités du MINEFID* », pour avoir placé sa confiance en lui pour les représenter au sein du MJDHPC. Il a remercié également son prédécesseur, en congé ainsi qu'au DCMEF intérimaire Moussa BELEM pour le travail accompli. A ses collaborateurs de la Direction

ainsi qu'à ceux des autres structures du MJDHPC, il a montré sa disponibilité, pour travailler sur des principes de sincérité, de communication et d'anticipation. « *Si tous ces éléments sont réunis, je pense que nous allons pouvoir vous accompagner dans l'accomplissement des missions à vous confiées* », a-t-il dit sous les acclamations. Le DCMEF intérimaire a en outre traduit sa reconnaissance à la hiérarchie et aux agents.

« *Toutes mes félicitations à Monsieur COULIDIATI* », a-t-il conclu. Le Secrétaire général du MJDHPC a aussi félicité le nouveau DCMEF et exhorté toutes les directions à une synergie d'actions pour l'atteinte des objectifs du ministère.



Boundi Aimé COULIDIATI (milieu) aura pour maîtres mots, la sincérité, la communication et l'anticipation.

Bachirou NANA

Il a été installé par l'Inspectrice technique Mme Sibdou Monique BONKOUNGOU, représentant le Directeur général du contrôle des marchés publics et des engagements

Direction de la Promotion de la Tolérance et de la Paix

Benjamin SOW installé

La Directrice générale de la promotion civique (DGPC), Mme Hadjaratou ZONGO/SAWADOGO a installé le mercredi 06 juin 2018, Benjamin SOW dans ses fonctions de Directeur de la promotion de la tolérance et de la paix (DPTP), nommé en Conseil des ministres le 11 avril 2018.

les premiers responsables du ministère en charge des Droits humains et de la Promotion civique pour la confiance placée en lui en mars 2016 par sa nomination à ce poste. Il a remercié également la DGPC et tout le personnel pour leur franche collaboration durant tout le temps qu'il a passé à la tête de la direction. Il a rappelé quelques

acquis importants comme la poursuite du processus d'opérationnalisation du Secrétariat permanent de l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (SP/ONAPREGECC) et ses démembrements. Le DPTP entrant, a exprimé sa reconnaissance et sa gratitude aux plus hautes autorités du ministère

pour la confiance renouvelée. Il dit avoir mesuré l'ampleur de la tâche qui l'attend tellement les défis à relever sont énormes. C'est pourquoi, il dit tendre la main à tous ses collaborateurs pour leur soutien et leur accompagnement. Il a rendu un vibrant hommage à ses devanciers et a félicité le DPTP sortant pour les acquis engrangés. Il s'est engagé à poursuivre les chantiers en cours notamment l'adoption de la stratégie nationale de promotion d'une culture de la tolérance et de la paix et de son plan d'actions et l'opérationnalisation du SP/ONAPREGECC et les démembrements de l'ONAPREGECC.



Benjamin SOW (à droite) s'est engagé à poursuivre et renforcer l'œuvre de son prédécesseur.

Bachirou NANA

Précédemment Directeur régional des Droits humains et de la promotion civique du Sahel, M. SOW, Conseiller en droits humains remplace à ce poste, Salifou ROMBA, Conseiller en droits humains également.

Le Directeur sortant a remercié

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX, EDITION 2018

Message de Monsieur le Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux

21 Septembre 2018 En ce jour 21 septembre 2018, à l'instar des autres Etats membres des Nations Unies, le Burkina Faso marque une halte pour interroger ses actions en faveur de la promotion d'un monde digne de l'humanité. En rappel, face à la montée progressive des conflits et de la violence à travers le monde, l'Assemblée Générale de l'ONU a, en 2001, adopté unanimement la résolution 55/252, instituant le 21 septembre comme Journée annuelle de non-violence et de cessez-le-feu.



Acette occasion, les Nations unies invitent tous les pays et tous les peuples à respecter l'arrêt des hostilités et à commémorer cette Journée à travers des actions de sensibilisation du public sur les dangers de la violence et sur la nécessité pour la famille humaine de cultiver les valeurs de la paix, conformément à l'acte fondateur des Nations unies. Une telle journée offre donc l'occasion de réfléchir aux ravages inconcevables et au coût tant humain que social des conflits armés et autres crises qui fragilisent les piliers du développement durable.

Le Burkina Faso, guidé par son historique tradition de paix, s'est inscrit dans la dynamique de la commémoration de cette journée, qui lui

offre l'occasion d'une introspection profonde du contexte national en vue de déterminer, de concert avec l'ensemble des acteurs de la vie nationale, les actions de promotion des facteurs de paix et de cohabitation pacifique.

Aujourd'hui plus que jamais, le monde a besoin de repenser les fondements de notre vivre ensemble harmonieux. Jamais, les hommes n'ont été autant violents les uns envers les autres tant l'actualité internationale et nationale est caractérisée par la recrudescence des actes de violence et d'intolérance, dont les manifestations au fil des années, heurtent la conscience humaine.

Au Burkina Faso, les manifestations de la violence et de l'intolérance particulièrement

ces dernières années, caractérisées par des conflits communautaires violents, la montée progressive du fondamentalisme et de la radicalisation, les attaques meurtrières, la banalisation de la vie humaine, nous engagent tous, à quelque niveau que nous soyons, individuellement et collectivement à repenser nos actions et à les orienter vers la pacification de nos relations sociales. A cet instant de mon propos, je m'incline devant la mémoire de tous ceux qui ont été arrachés à l'affection de leurs parents et de la nation toute entière et je souhaite prompt rétablissement à tous les blessés. A leurs familles, je réitère la compassion du Gouvernement et de toute la nation.

Depuis 2004, le Gouvernement, à travers le ministère en charge des droits humains et de la promotion civique, organise des activités commémoratives de la journée internationale de la paix, de façon tournante dans les treize (13) régions du pays, sous le signe de l'indispensable nécessité de la valorisation des fondements de notre vivre ensemble harmonieux et paisible. Il s'agit pour le Gouvernement, comme le véhicule l'esprit de ces journées, de mobiliser l'opinion publique autour des valeurs de paix et de tolérance, de souligner les dangers liés à la violence et à l'intolérance et de réaffirmer l'engagement et la détermination de notre pays à agir en faveur de l'éducation à la paix et à la tolérance, gage du respect des droits humains et de la réalisation de nos légitimes aspirations au développement économique et sociale.

Cette année, la Journée internationale de la paix est placée sous le thème « Le droit à la paix : 70 ans après la Déclaration universelle des droits de l'Homme. ». Ce thème vise à apprécier l'état du respect de la dignité inhérente à la personne humaine et du caractère sacré de la vie humaine tels que consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme 70, ans après adoption de celle-ci. La consécration d'un droit à la paix nous rappelle de façon opportune que les conflits peuvent et doivent prendre fin car ils fragilisent le tissu

social et les acquis de développement et par-delà, remette en cause la valeur morale de la personne humaine, fondement de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

Au niveau national, pour l'année 2018, le Burkina Faso organise les activités commémoratives de la Journée internationale de la paix, conjointement avec celles de la Journée internationale de la tolérance, sous le thème « La défense de la paix par la promotion des valeurs endogènes de cohésion sociale : rôle et responsabilité des différents acteurs ». La crainte de dieux, le caractère sacré de la vie humaine, le courage, l'honneur, l'intégrité, la dignité, l'amour du prochain et de la patrie, le goût de l'effort, la tolérance, le pardon, le dialogue dans la résolution des différends, la parenté à plaisanterie, etc. sont autant de valeurs que regorge notre riche culture. Ces mécanismes constituent de par l'histoire un moyen incontournable dans la prévention et la résolution des conflits et autres crises dans notre pays. Cependant, les tensions engendrées par certains mouvements sociaux, les luttes politiques, la radicalisation, l'extrémisme violent, pour ne citer que ceux-ci, menacent ces socles sociaux, toutes choses qui pourraient saper nos acquis en matière de protection des droits humains et mettre à rude épreuve la cohésion nationale. A cet effet, il est plus que nécessaire d'œuvrer à une prise de conscience de la population dans son ensemble sur l'importance d'une promotion et d'une culture constante des valeurs de paix et de non-vio-

lence. Pour mieux réussir ce processus d'éducation à la paix, il est important que ces valeurs endogènes soient connues et pratiquées à la base pour que les populations puissent les intégrer dans leur vécu au quotidien ; d'où le choix d'organiser les activités sous le signe de la valorisation des mécanismes endogènes de tolérance et de paix comme socles de notre vivre ensemble harmonieux et paisible.

Cette année encore, la commémoration sera marquée par une série d'activités au profit des différentes couches sociales y compris la population à la base à travers notamment des spots radio et télé véhiculant des messages de sensibilisation et d'interpellation, des activités au profit du monde scolaire et de la jeunesse, une tournée de théâtre forum, des émissions radio-phoniques de sensibilisation en langues nationales ainsi qu'une cérémonie officielle de commémoration, le 16 novembre 2018. La Région du Centre-sud a été retenue pour abriter les activités cette année. Je saisis l'occasion pour appeler toutes les filles et tous les fils de cette région en particulier, et l'ensemble de la population en général, à se mobiliser pour la réussite de ces activités.

Burkinabè de l'intérieur et de la diaspora,

A vous tous qui chérissez le Burkina Faso et son peuple, Le contexte actuel de notre pays, nous rappelle que la paix n'est jamais définitivement acquise. Sa préservation est une œuvre de longue haleine qui nécessite des efforts concertés et continus dans le sens du renforcement de la gouvernance sociale et

une éducation continue des populations aux droits humains, à la tolérance et au civisme. C'est pourquoi, il nous faut opérer sans complexe, un retour aux sources pour apprécier, valoriser et promouvoir l'apport des valeurs endogènes favorables à la préservation de la paix et à la cohésion sociale dans notre pays.

Le Gouvernement a initié des actions en faveur de la promotion d'une culture de la paix, de la tolérance et de sauvegarde des valeurs nationales y relatives en investissant le ministère en charge des droits humains et de la promotion civique de cette mission. Plusieurs actions ont été engagées dans cette perspective et des acquis indéniables en ont résulté. Mais la préservation de la paix ne saurait être de la responsabilité du Gouvernement à lui seul. Tous autant que nous sommes, nous sommes acteurs et bénéficiaires du climat de paix qui doit demeurer dans notre pays. Les épreuves auxquelles notre pays est confronté auraient suffi à ébranler les fondements de notre cohésion qui a longtemps constitué notre force. Mais je suis convaincu, et, l'histoire récente de notre pays est très illustrative à ce propos, que notre amour pour la préservation de la dignité et de l'intégrité de notre Faso, transcende toutes ces velléités de violence. Chaque génération a sa mission, la nôtre consiste à préserver la paix et l'intégrité de notre pays, pour la mémoire de ceux qui ont payé le sacrifice ultime pour sa restauration et par devoir à la génération future.

Je voudrais interpeller l'en-

semble de la population à une prise de conscience de l'importance de son rôle dans le renforcement de la paix, socle d'un véritable développement durable. Je saisis l'occasion pour saluer l'esprit de tolérance et de dialogue qui guide les différents acteurs dans la recherche du consensus.

Promouvoir la paix, ce n'est pas seulement la vouloir pour nous, c'est aussi et surtout la vouloir pour tous ceux qui nous entourent. La stabilité nationale est un ferment précieux pour la cohésion sociale et constitue un fondement majeur pour l'aboutissement des programmes de développement de notre Faso. C'est pourquoi nous devons rester disponibles pour soutenir les actions dans l'édification d'une société de tolérance, de démocratie et de dialogue, gage d'une paix durable.

Aujourd'hui, chacun de nous est plus que jamais appelé à être un artisan de la paix, de la tolérance et de la cohésion sociale dans sa communauté. En cette journée consacrée à la paix dans le monde, j'invite chaque citoyenne et chaque citoyen à développer seul ou en groupe, des initiatives en faveur de la paix et de la tolérance dans tous les domaines afin que notre pays puisse toujours offrir son modèle d'attachement à la paix et à la tolérance au reste du monde.

Je souhaite une bonne célébration de la paix à toutes et à tous.

Vive la paix au Faso et à travers le monde !

Vive le Faso libre, digne et intègre !

Je vous remercie !

11^e édition des journées portes ouvertes sur la justice et les droits humains

Tenkodogo et Koupéla à l'honneur

La 11^{ème} édition des Journées portes ouvertes sur la justice et les droits humains s'est déroulée du 21 au 23 juin 2018 à Tenkodogo et à Koupéla dans la région du Centre-Est.

Cette édition était placée sous la présidence du ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO et sous le parrainage du Contrôleur général d'État, Luc Marius IBROGA représenté par Mamadou DRABO. La cérémonie officielle de lancement s'est déroulée le 22 juin 2018 à la place du Haut-commissariat de Tenkodogo en présence de nombreux invités de marque. Au même moment, une autre cérémonie s'est tenue à Koupéla en présence du Haut-commissaire du Kourritenga et du Chargé de mission du Garde des sceaux, Prosper TAPSOBA.

Pour le Garde des sceaux, le thème : « Rôle du ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique dans la lutte contre les infractions économiques et financières et de la criminalité organisée », offre l'opportunité à l'institution judiciaire, garant constitutionnel des libertés individuelles et collectives, de mener une réflexion approfondie sur la prise en charge judiciaire des actes de criminalité économique et financière et la gestion diligente et efficace des dossiers qui en résultent. Ce thème a été développé par le Directeur général de la politique criminelle et du sceaux, Dieudonné MANLY.

Plusieurs activités ont été organisées : jeux radiophoniques, exposition, repas communautaire avec les détenus, cross populaire, panels sur le thème, match de football.

Bachirou NANA



Lutte contre la torture et les disparitions forcées

Forces de défense et de sécurité et personnel de santé renforcent leurs connaissances

Il s'est tenu à Koudougou les 28 et 29 août 2018, une session de formation sur les conventions contre la torture et la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, au profit des forces de défense et de sécurité ainsi que le personnel médical de la région du Centre-Ouest.

Organisée par le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique à travers la direction du suivi des accords internationaux, cette formation a pour objectif principal, d'outiller les forces de défense et de sécurité et le personnel médical, sur la mise en œuvre de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradant et de la convention de protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. L'ouverture des travaux a été présidée par Mme Irène COULIBALY, gouverneur de la région du Centre-Ouest, représentant le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux.

Le Burkina Faso, a-t-elle relevé, s'est inscrit dans le système international de

protection des droits humains par l'adhésion à d'importants instruments juridiques, dont la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la convention internationale de protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, ratifiées respectivement, le 4 janvier 1999 et le 3 décembre 2009. Ces instruments, a dit Mme COULIBALY, « visent à prohiber de façon absolue la torture et les disparitions forcées, car le texte dispose qu'aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, ne peut être invoquée pour justifier la pratique de la torture ou des disparitions forcées ».

Karamogo DIABAGATE



La convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et son protocole facultatif, la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées... ont été présentées aux participants.

Maison d'arrêt et de correction de Bobo-Dioulasso

Des détenus sensibilisés sur l'extrémisme religieux et la prévention de la radicalisation



L'imam El Hadj Oumarou MONE du CERFI : « L'Islam appelle à la paix et à la coexistence pacifique entre les hommes ».

Le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique a entrepris à travers la Direction générale de la politique criminelle et du sceau, une campagne de sensibilisation sur l'extrémisme religieux et la prévention de la radicalisation dans les Maisons d'arrêt et de correction du Burkina Faso. Le lancement de la campagne a eu lieu le mercredi 19 septembre 2018 à la Maison d'arrêt et de correction de Bobo-Dioulasso en présence des représentants des communautés religieuses et coutumières. L'atelier a été animé par d'éminents communicateurs : magistrat du pôle antiterroriste, inspecteur de sécurité pénitentiaire et religieux. Le directeur de cabinet du ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des sceaux a ouvert l'atelier. Safêriba Issa FAYAMA a souligné l'engagement du ministère dans la lutte contre le terrorisme et l'amélioration des conditions des détenus. Il a souligné qu'aucune religion ne commande de tuer. Pour l'Imam El Hadj Oumarou MONE du Cercle d'étude de recherche et de formation islamique (CERFI), «

l'Islam condamne avec la plus grande fermeté les crimes et les exactions commis par les groupes extrémistes violents partout dans le monde car contraire à ses principes : Dieu dit dans le Coran "point de contrainte en religion"». Au regard des textes de l'Islam, a dit l'imam MONE, tout concorde à dire que l'Islam est une religion pacifique. « L'Islam prône la paix intérieur et avec l'extérieur. Nous devons œuvrer à créer un environnement où les populations, malgré leur couleur, leur diversité, leur religion, pourront vivre en parfaite harmonie », a-t-il soutenu. Pour prévenir l'extrémisme religieux, l'imam propose de former les détenus à travers la transmission d'un message vrai pour combattre leur ignorance et de mettre à leur service, des imams avertis et reconnus pour leur tolérance et bonne interprétation des textes afin d'éviter les endoctrinements. Aussi a-t-il ajouté,

«les jugements doivent être équitables pour éviter les frustrations et la condamnation des innocents qui peuvent se radicaliser par la suite ».

Bachirou NANA

Coopération Burkina Faso - Royaume du Maroc

Les liens se renforcent entre l'Institut supérieur de la magistrature du Maroc et l'ENAM



Selon le ministre BAGORO, la convention entre l'Institut supérieur de la magistrature du Maroc et l'ENAM va apporter « une plus value à la qualité du capital humain qui sortira de nos écoles de formation ».

Une convention cadre de coopération entre l'Institut supérieur de la magistrature du royaume du Maroc et l'Ecole nationale d'administration et de magistrature du Burkina Faso (ENAM) a été signée dans la matinée de ce mardi 4 septembre 2018 à l'ENAM.

Les documents ont été paraphés par le ministre burkinabè de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale, Pr Séni Mahamoudou OUEDRAOGO et le ministre marocain de la justice, Mohamed AUJJAR.

C'était en présence du ministre BAGORO en charge de la Justice et des Droits humains et de l'ambassadeur du Maroc au Burkina. La mise en œuvre de cette convention consistera à faciliter les partages d'expériences en matière de formation du personnel entre ces deux institutions sœurs.

A l'issue de la signature, le

ministre AUJJAR a rendu hommage au ministre Bessolé René BAGORO, *"homme intègre, réaliste et militant de tous les jours, déterminé à faire de la Justice de son pays, une Justice indépendante, libre et protectrice des libertés individuelles et collectives"*. Quant au ministre BAGORO, il a salué la signature de cette 4^{ème} convention qui va apporter *"une plus value à la qualité du capital humain qui sortira de nos écoles de formation"*. Il a invité la direction générale de l'ENAM à mener une réflexion approfondie sur la durée de formation des magistrats et à faire des propositions de réformes si cela s'impose, car a-t-il dit *"nous voulons des magistrats bien formés et surtout mieux outillés, dans un temps convenable pour faire face au besoin du moment"*.

Karamogo DIABAGATE

Des conventions d'extradition et d'entraide judiciaire signées

Le lundi 3 septembre 2018, s'est tenue dans la salle de conférence du ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, une cérémonie de signature de trois conventions entre les justices burkinabè et marocaine.

Les documents ont été paraphés par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des sceaux, Bessolé René BAGORO, représentant la partie burkinabè et AUJJAR Mohamed, ministre de la Justice du Royaume du Maroc, pour la partie marocaine. Il s'agit d'une convention de coopération judiciaire en matière civile, commerciale et administrative, d'une convention en matière d'extradition et d'une convention sur l'entraide judiciaire en matière pénale.

Avant cette signature, le directeur général des études et des statistiques sectorielles du MJDHPC, Adama SAWADO a présenté à la délégation marocaine, les grandes lignes de la politique nationale de justice, inspirée du Plan national de développement économique et social (PNDES). Selon le ministre BAGORO, « ces conventions résultent des excellents rapports et de coopération entre les deux pays et

nous travaillerons pour que cette signature aille au delà de son caractère symbolique ». Pour le ministre marocain de la Justice, "c'est une détermination du gouvernement marocain à accompagner le Burkina Faso pour le renforcement de la démocratie à travers le renforcement des institutions républicaines". Il a annoncé l'arrivée de son pays aux côtés des partenaires techniques et financiers du ministère en charge de la Justice du Burkina Faso.

Karamogo DIABAGATE

Le mardi 4 septembre, une autre convention cadre de coopération a été signée entre l'Institut supérieur de la magistrature du royaume du Maroc et l'École nationale d'administration et de magistrature du Burkina Faso (ENAM). Les documents ont été paraphés par le ministre burkinabè de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale, Pr Séni Mahamoudou OUEDRAOGO et le ministre marocain de la justice, Mohamed AUJJAR.

K.D



Les trois conventions viennent renforcer la coopération judiciaire entre le Burkina Faso et le Maroc.

Séjour du ministre marocain de la Justice Visites de courtoisie aux hautes autorités



Le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA a apprécié le dynamisme de la coopération bilatérale.

Accompagnés par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des sceaux, Bessolé René BAGORO, le ministre marocain de la Justice, Mohamed AUJJAR et sa délégation ont été reçus en audience, le lundi 3 septembre 2018, par le Premier ministre, chef du gouvernement, Paul Kaba THIEBA. Le mardi 4 sep-

tembre 2018, c'était au tour du premier vice président de l'Assemblée nationale, Me Benewendé Stanislas SANKARA de recevoir le ministre AUJJAR. Le ministre de la Justice a été par la suite reçu par le ministre d'État auprès de la présidence du Faso, Simon COMPAORÉ.

Karamogo DIABAGATE



le ministre Mohamed AUJJAR a transmis les félicitations et d'encouragement du roi Mohammed VI au parlement burkinabè.



La délégation marocaine a fait don de présents au ministre d'État, signe des bonnes relations qui lient le Burkina Faso et le Royaume du Maroc.

Organisation et fonctionnement des institutions judiciaires Des responsables de structures d'appui du MJDHPC approfondissent leurs connaissances

Le Programme d'appui à la politique nationale de justice (PA-PNJ) a organisé du 16 au 20 juillet 2018 à Bobo-Dioulasso un atelier de formation sur le thème, « Organisation et fonctionnement des institutions judiciaires ».

Cette formation a été organisée au profit des responsables des structures d'appui du ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique (MJDHPC) : Assistance technique (AT) ; Direction des ressources humaines (DRH) ; Direction de l'administration des finances (DAF), Direction des



Le régisseur du PA-PNJ, Koudougou SAWADO : « L'objectif général est de renforcer les capacités des participants pour une bonne compréhension du fonctionnement de la chaîne judiciaire ».

services informatiques (DSI), Direction des marchés publics (DMP), Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM), Direction des archives et de la documentation (DAD). Les préoccupations

de responsables relatives à l'organisation et au fonctionnement des institutions judiciaires se sont avérées nombreuses et susceptibles d'impacter négativement les missions qui leur sont assignées, a indiqué le régisseur du PA-PNJ, Koudougou SAWADO. C'est pourquoi a-t-il poursuivi, «

cette formation se justifie et permettra de mieux assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière politique ». Par ailleurs, il faut rappeler que le Programme d'appui à la politique nationale de Justice financé par le 10e Fond européen de développement (FED), est une initiative de la coopération entre le gouvernement du Burkina Faso et l'Union européenne, en vue d'accompagner une mise en œuvre réussie de la Politique nationale de Justice (2013-2019). Il vise à renforcer la contribution de la Justice à l'édification d'une société démocratique, équitable et prospère.

Bachirou NANA

Accès à la justice

Des centaines de femmes sensibilisées à travers le pays

Le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique a lancé ce mardi 31 juillet 2018, à travers la Direction de l'accès à la Justice et de l'aide aux victimes (DAJAV), une campagne nationale de sensibilisation des femmes sur leurs droits et sur la saisine des juridictions à Dori.



Les femmes se sont mobilisées à Dori ...

La session a été animée par le Directeur de l'accès à la Justice, Achille BONKOUNGOU, assisté du Directeur général du Fonds d'assistance judiciaire, Etienne SOMBIE. Dans une salle de conférence de la mairie pleine comme un œuf (des dizaines de femmes sont reparties faute de place), les deux magistrats ont levé le voile sur principaux textes de loi pris en faveur des femmes et sur la saisine des juridictions. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le premier adjoint au maire de Dori, Boureima BOCOUM. La politique sectorielle Justice et Droits humains adoptée par le conseil des ministres le 11 avril 2018, confortée par le Pacte pour le renouveau de la justice, a-t-il

rappelé, « préconise la mise à la disposition du justiciable de l'information juridique et judiciaire appropriée dans un langage accessible ». Il a noté les efforts du gouvernement en faveur de la promotion de l'accessibilité à la justice à travers la création de nouvelles juridictions, la mise en place d'un fonds d'assistance judiciaire au profit des personnes démunies et la création de bureaux d'accueil et de renseignement dans les juridictions.

Boureima BOCOUM a également souligné la création de centres d'écoute dans les directions régionales des droits humains et de la promotion civique chargées de recevoir les justiciables et les orienter sur le traitement des cas de violation



à Kaya ...

des droits humains qu'ils prétendent être victimes. Cependant a relevé l'édile, la question de l'appropriation par les justiciables des textes en leur faveur demeure toujours un défi, particulièrement pour les femmes. Du diagnostic mené à cet effet, « il résulte que les femmes en raison de leur statut accusaient un déficit dans ce sens. La conséquence qui en découle est la faible fréquentation des juridictions ».

Avant de répondre aux questions, Achille BONKOUNGOU a axé sa communication sur la loi portant répression des violences faites aux femmes et aux filles, le projet de loi portant organisation judiciaire au Burkina Faso qui prévoit la création au tribunal de grande

instance d'une chambre chargée de la répression des violences faites aux femmes et aux filles...

Etienne SOMBIE est revenu sur le décret portant organisation de l'assistance judiciaire qui offre des opportunités aux femmes dans les procédures judiciaires.

La campagne s'est poursuivie le vendredi 03 août à Kaya pour la région du Centre-Nord, le jeudi 09 août pour la région du Nord et le 29 août à Manga pour la région du Centre-Sud. En octobre, elle se poursuivra également dans les villes de Dédougou, Bobo-Dioulasso, Gaoua, Fada N'Gourma et Tenkodogo.

Bachirou NANA



à Ouahigouya ...



et à Manga pour suivre la campagne de sensibilisation.

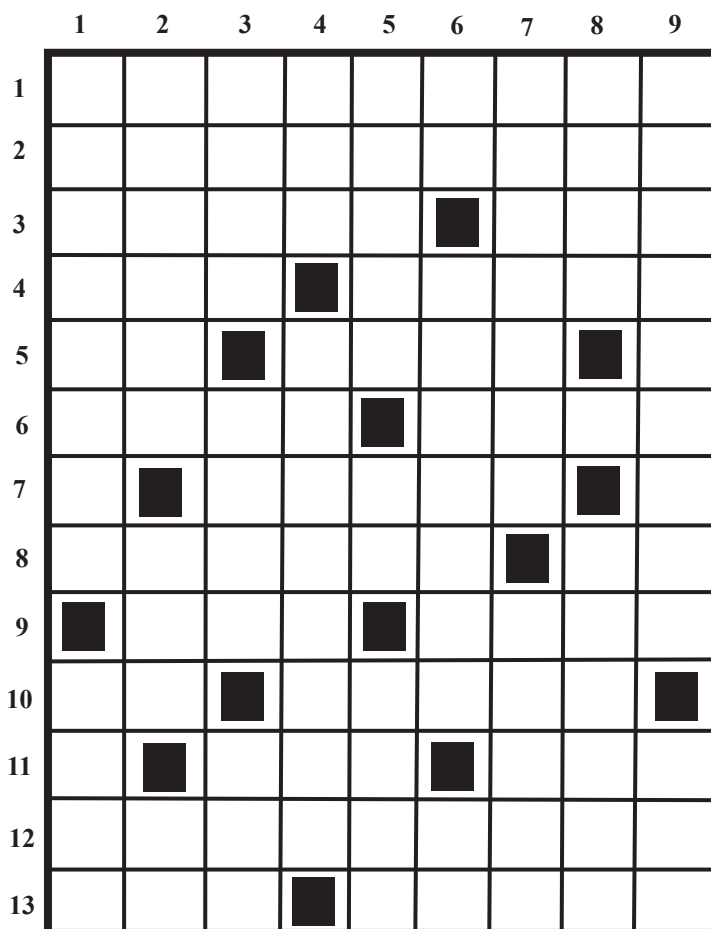
JEUX N°07

HORIZONTALEMENT

1 Etre reconnaissant. 2 Sévère. 3 Sommet pointu. Gradas secret. 4 Demi anglais. Exécute un ordre. 5 Un pont l'a libérée de son isolement. Souverain arabe. 6 Maladie des planches. Existences. 7 Célèbre découvreur. 8 Engin de jardinier. Fait l'addition. 9 Une miette. Mets créole. 10 Il a sa clé. Garde illicite 11 Habille. Deux sur scène. 12 Pas libres de leurs mouvements. 13 Guère malin. Indispose.

VERTICALEMENT

1 Organiser la distribution. Groupe féminin 2 Bannir Bassin du Vaucluse. Refus anglais 3 Elle cherche des effets. Division d'une pièce de théâtre. Il passe partout 4 César pour César. Indigner. 5 Bonne réputation. Tout près d'ici ? Table d'exposition. 6 Mot de psy. Campement. Avance. 7 Activité du travailleur temporaire. Plies. 8 ça conserve. Etonnés. 9 Ossements. La tienne. Leste.



Incidée : Peine infligée pour une faute

AGACERIE	CUBISME	INOCUPE	PORTRAIT
AIME	DEGRAFER	LISIERE	RADOTEUR
ARBRE	DISSEQUE	MEMBRANE	RAFT
ASSOULI	ELUCUBRE	MESS	RAQUETTE
AUDIMAT	EMPATER	MOIRURE	REGLAGE
BAILLEUR	EMPORTE	ONYX	SAPE
CARIE	FESTIVAL	OSEILLE	TREWISE
CHER	FEUILLU	PAREO	TROQUEE
CHIMISTE	FRAUDER	PARISIEN	UNIFIEE
CONFLIT	GRAVER	PELOUSE	VIELE
COUTEAU	HERBEUSE	POIDS	VOLT

E	L	I	E	S	O	N	Y	X	M	P	F	E	U	I	L	L	U
E	U	E	M	P	A	T	E	R	C	C	E	E	G	A	L	G	E
C	I	L	P	U	O	S	S	A	O	U	R	M	S	A	P	E	C
H	E	R	B	E	U	S	E	U	N	E	B	A	B	E	N	U	G
E	R	L	E	V	O	L	T	I	F	I	U	O	L	R	B	C	R
R	A	A	S	C	E	E	F	A	L	D	C	O	E	I	A	A	A
U	Q	V	I	A	I	R	I	I	S	U	H	S	R	U	N	V	I
E	U	I	V	U	E	G	S	M	T	S	L	M	I	D	A	T	E
T	E	T	E	E	E	I	A	E	E	E	E	E	E	E	M	I	P
O	T	S	R	D	E	T	R	O	P	M	E	R	U	R	I	O	M
D	T	E	T	R	I	P	A	R	I	S	I	E	N	O	B	S	P
A	E	F	E	P	U	C	C	O	N	I	E	E	U	Q	O	R	T
R	U	E	L	L	I	A	B	N	T	I	A	R	T	R	O	P	A

Solution JEUX N°06

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	V	A	C	A	N	C	I	E	R
2	E	M	E	U		I	O	T	A
3	T	A	N	T	O	T		H	I
4	E	S	S	O	R	A	G	E	
5	M		E	S	T		A	R	T
6	E	V	E		E	R	G		E
7	N	O		V	I	A	N	D	E
8	T	I	T	I	L	L	E	E	
9		S	O	N		L	E	N	T
10	F	I	N	A	L	I	S	T	E
11	A	N		S	U	E		I	L
12	R	E	S	S	E	R	R	E	E
13	D	R	U	E	S		E	R	S

LE NOM DE LA FEMME MARIEE

L'usage du nom patronymique de l'époux par la femme mariée est évoqué par l'article 41 du Code des personnes et de la famille qui dispose que : « La femme mariée conserve son nom. Toutefois, il n'est pas dérogé à l'usage en vertu duquel elle porte, dans la vie courante, le nom de son mari ».

La jeune fille garde donc son nom de famille après le mariage, avec la possi-

bilité d'utiliser le nom de son époux dans les actes de la vie courante.

•Le mariage lui laisse le choix d'utiliser :

- son nom patronymique ou nom de jeune fille ;
- son nom patronymique et le nom de son époux ;
- le nom de son époux dans la vie courante.

•La jeune fille n'est pas obligée de modifier ses documents officiels comme

les diplômes obtenus. D'ailleurs, son nom de jeune fille restera mentionné sur les actes de l'Etat civil.

•S'agissant des documents administratifs tels que la Carte nationale d'identité burkinabè (CNIB) et le permis de conduire, le nom de son époux pourra être mentionné.

COMMENT FAIRE MENTIONNER LE NOM DE L'EPOUX SUR

LES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ?

Pour faire mentionner le nom de l'époux sur la CNIB, le permis de conduire ou d'autres documents administratifs, la femme mariée doit en faire la demande à l'autorité qui délivre lesdits documents, en présentant un extrait de l'acte de mariage ou le livret de famille.

Source : Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique

Mesures alternatives à l'emprisonnement

Les structures d'accueil du ressort du TGI de Kaya sensibilisées sur le TIG

Dans le but de promouvoir l'effectivité de la peine de travail général, le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique (MJDHPC), à travers la Direction générale de la politique criminelle et du sceau (DGPCS) a organisé le vendredi 24 août 2018 à Kaya, un atelier de sensibilisation au profit des structures déconcentrées et décentralisées de la province du Sanmatenga.

L'objectif principal était d'informer les participants que l'on peut utilement sanctionner un individu sans recourir à la peine d'emprisonnement ferme. Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a souligné l'importance des Travaux d'intérêt général (TIG) dans la réduction de la surpopulation carcérale. Aux termes de la loi N°007-2004/AN du 06 avril 2004 portant administration du travail d'intérêt général, « le TIG est une peine principale. Il consiste à exécuter un travail non rémunéré par le condamné au profit de la communauté (intérêt général) en lieu et place de l'emprisonnement ferme. Il est donc une véritable peine de resociali-



Le ministre Bessolé René BAGORO a encouragé les différents responsables à accompagner le MJDHPC dans la mise en œuvre des TIG.

sation et de réinsertion ».

Le Garde des sceaux a encouragé les maires, les préfets, les Officiers de police judiciaire, les représentants des communautés religieuses, de la chefferie coutumière, des ministères en charge de la Santé, de l'Éducation nationale et de l'Action sociale dans leurs tâches, avant de les inviter à accompagner le MJDHPC pour la réussite de la

mise en œuvre des TIG. La première adjointe au maire de la commune de Kaya, Mme Binta SAWADOGO a remercié le MJDHPC et relevé la pertinence de la rencontre. Le préfet de Kaya, Mme Rabiata SAWADOGO a rappelé à l'ouverture de l'atelier, la volonté du gouvernement de promouvoir les peines alternatives à la prison. Les communications ont été li-

vrées par P. Amédée OUE-DRAOGO, juge au TGI de Kaya et Ahandi OUOBA, substitut du procureur du Faso près le TGI de Kaya.

Les débats ont été modérés par le Directeur général de la Politique criminelle et du sceau, Dieudonné MANLY en présence du Directeur par intérim des grâces et des peines, Denis DAKOURE et du procureur du Faso, Abdoul Kader NAGALO. Ils ont permis d'éclairer les participants sur les nombreuses préoccupations relatives à l'application des TIG. "On ne va jamais vous envoyer de grands délinquants, ni de drogués, ni de détenus dangereux... la personne sera là pour exécuter une tâche bien précise. On étudie toujours le comportement de la personne avant de vous l'envoyer", a entre autres précisé le magistrat MANLY. Cet atelier intervient après ceux de Koudougou, Banfora et Koupéla.

Bachirou NANA



Le Tribunal de grande instance de Koupéla, inauguré le 11 novembre 2016

